

9-2

LE CLAN DU PRÉSIDENT



HÉLÈNE CONSTANTY
PIERRE-YVES LAUTROU

fayard

Les présidents de la République ont toujours eu un fief. Si Jacques Chirac a longtemps régné sur la ville de Paris, Nicolas Sarkozy, lui, a choisi la banlieue. Mais pas n'importe laquelle : les Hauts-de-Seine, où se croisent grandes fortunes et « nouveaux riches » de la politique. Sans le 9-2, le président ne serait rien. C'est là qu'il a commencé sa carrière politique : maire de Neuilly à 28 ans, député de Neuilly-Puteaux à 34 ans, président du conseil général à 49 ans... C'est là qu'il a appris le métier avec son « parrain » corse, Charles Pasqua, l'ancien homme fort du département.

Il y compte ses amis les plus fidèles, mais aussi les plus encombrants : le couple Balkany à Levallois-Perret, le couple Aeschlimann à Asnières, la famille Ceccaldi-Raynaud à Puteaux, dont les frasques familiales et judiciaires défraient la chronique locale. On y trouve de fidèles alliés aussi, comme l'ex-UDF André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux, dont les bonnes blagues cachent des pratiques locales beaucoup moins drôles.

Dans nombre de ces communes tenues par les amis du président se pratiquent, à grande échelle, le clientélisme et le muselage de l'opposition. Entre leurs mains, les logements sociaux deviennent une arme politique redoutable. Nicolas Sarkozy continue par ailleurs de suivre de près le pharaonique projet immobilier de relance du quartier d'affaires de la Défense, qu'il a amorcé en 2006 et qui ravit ses amis promoteurs et grands patrons... ainsi que le nouveau boss du département, Patrick Devedjian.

Une plongée inédite au cœur de la droite « bling-bling », qui détient le pouvoir et l'argent dans le département le plus riche de France : le 9-2, où règne le clan du président...

Hélène Constanty est journaliste indépendante. Elle a notamment écrit : Internet, les nouveaux maîtres de la planète (Seuil, 2000), Le Lobby de la gâchette (Seuil, 2002), Warren Buffett, l'investisseur intelligent (Eyrolles, 2005), Députés sous influences : le vrai pouvoir des lobbies à l'Assemblée nationale (avec Vincent Nouzille, Fayard, 2005).

Pierre-Yves Lautrou est journaliste à L'Express où il couvre depuis plusieurs années les Hauts-de-Seine. Passionné de course au large, il est l'auteur du Roman du Vendée Globe, avec Christophe Agnus (Grasset, 2004), une enquête dans les coulisses du tour du monde en solitaire.

ISBN 978-2-213-63371-8



9 782213 633718

35-3616-6 1-2008
20 € prix TTC France

Couverture Atelier Didier Thimonier
Photogravure MCP

Photos (de gauche à droite) : Manuel Aeschlimann
© Chamusse / Sipa, André Santini
© Corbis, Patrick Devedjian © Witt/Sipa,
Patrick Balkany © Fougère / Corbis,
Roger Karoutchi © Christian Liewig / Corbis
et Charles Pasqua © Facelly / Sipa.

mars 2008. Mais, le doigt sur la couture du pantalon – après de houleuses négociations quand même... –, Teulé se rangea à l'avis du chef. Cela suffira-t-il ? Neuilly n'aime pas les parachutés, l'histoire l'a montré. Et si un Neuilléen ou une Neuilléenne de souche était venu bousculer les schémas des états-majors parisiens ? Cela ne vous rappelle rien ? Sarkozy victime du syndrome Sarkozy vingt-cinq ans après, cela aurait eu du chien !

CHAPITRE 6

Clientélisme à l'ombre des tours

Le 10 juin 2007, Joëlle Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux, a été réélue, au premier tour, députée de la sixième circonscription des Hauts-de-Seine. La « circo » de Sarko... Celle qui s'est installée dans le fauteuil de Nicolas à l'Assemblée nationale hérite d'une circonscription particulière. Ses 100 000 habitants se partagent entre deux des villes les plus riches de France : Neuilly et Puteaux, séparées par une île sur la Seine. Ce dimanche-là, les lumières sont restées allumées, tard dans la nuit, aux fenêtres de la superbe mairie à l'architecture des années 1930, toute en marbre, hauts plafonds et fontaines, sur laquelle règne, depuis quarante ans, le clan Ceccaldi. Une famille pas comme les autres, dont les frasques alimentent depuis longtemps la chronique du 9-2...

Joëlle Ceccaldi-Raynaud, 57 ans, est un petit bout de femme aux airs de Chantal Goya, les cheveux bruns mi-longs bien lissés, une frange sur le front. Sa garde-robe ne connaît que deux couleurs : le noir et le blanc. Elle a été élue au premier tour, certes, mais avec seulement 53 % des voix. Un score nettement moins glorieux que celui de son illustre prédécesseur : en 2005, Nicolas Sarkozy avait cartonné avec plus de 70 % des suffrages. Jusqu'à présent, le siège de député de la sixième circonscription avait toujours été dévolu au premier édile de Neuilly, son voisin de Puteaux héritant du poste de suppléant.

Pourquoi donc l'UMP a-t-elle cette fois-ci inversé les rôles et investi le maire de Puteaux pour un mandat aussi visible ? Qui, en dehors de ce petit coin des Hauts-de-Seine, connaît Joëlle Ceccaldi-Raynaud ? Elle ne brille pas parmi les ténors de l'UMP, n'a jamais eu aucune ambition nationale et se contente visiblement de son fief de banlieue. Jusqu'au dernier moment, d'ailleurs, cette circonscription hautement symbolique est restée en blanc sur les listings du parti au pouvoir. « Réservée », répondait invariablement l'UMP aux journalistes curieux. Autrement dit, convoitée par tout ce que le 9-2 compte d'« amis de toujours » du président et de prétendants à la succession au trône de la mairie de Neuilly. Des noms ont circulé : le sénateur Roger Karoutchi ; Brice Hortefeux, le fidèle camarade neuilléen de Sarko ; Arnaud Teulé...

Alors, pourquoi Joëlle ? « Tout simplement parce qu'elle est la plus obéissante envers Sarko », persiflent ses opposants municipaux. Madame le maire, il est vrai, n'a jamais eu l'intention de faire de l'ombre à son puissant voisin. Depuis qu'elle a succédé à son père, en 2004,

dans des circonstances romanesques sur lesquelles nous reviendrons, elle a multiplié les signes d'allégeance. Elle a ostensiblement applaudi, par exemple, aux projets d'extension du quartier d'affaires de la Défense voulus par Nicolas Sarkozy, alors que son père, avant elle, s'y était toujours opposé. Son investiture traduit aussi une évidence : la famille Ceccaldi tient sa ville d'une main de maître depuis près d'un demi-siècle.

La soumission de Joëlle au clan du président vaut de l'or.

La commune la plus riche de France

Tout le monde croit que Neuilly est la ville la plus riche de France... C'est vrai et faux. À Neuilly, les habitants sont riches. À Puteaux, c'est la municipalité qui croule sous les millions. Cette commune bénie a la chance d'accueillir le plus grand quartier d'affaires d'Europe : la Défense. Les entreprises qui y sont installées versent chaque année un véritable trésor, sous forme de taxe professionnelle, aux deux communes sur le territoire desquelles les tours sont bâties : Puteaux et Courbevoie. Puteaux se taille la part du lion, avec les deux tiers de la surface. Une richesse discrète, du moins en apparence. Puteaux cache bien son jeu. Les Porsche ne stationnent pas au pied d'hôtels particuliers aux grilles surmontées de caméras de surveillance. Les nounous philippines ne promènent pas des fillettes blondes en manteau de laine bleu clair à boutons de velours. Entre la Seine et les gratte-ciel, on se croirait dans une paisible bourgade de

province. Les immeubles ne dépassent guère deux à trois étages. Volets de bois peints, toits de tuiles, murs crépis... Mères de famille et vieux immigrés à la retraite font tranquillement leurs courses dans les petites rues commerçantes du centre-ville.

Premier signe de l'opulence de la municipalité : les rues sont bordées de lampadaires de luxe et de palmiers plantés dans des bacs en bois, incongrus sur les bords de Seine. Partout, des géraniums roses... Surtout, il y a cette muraille de gratte-ciel de verre et d'acier, qui forme comme une frontière à l'est de la ville, d'où sont tombés, en 2006, pas moins de 43 millions d'euros de taxe professionnelle. À cette manne se sont ajoutés 5 millions d'euros de droits de mutation, les taxes payées lorsque les biens immobiliers changent de mains. Au prix du mètre carré dans la banlieue ouest, cela fait vite de grosses sommes ! Voilà comment Puteaux décroche la timbale de la commune la plus riche de France, avec un potentiel fiscal de plus de 4 000 euros par habitant. Cinq fois plus que la moyenne des communes de même taille !

Ici, on ne manque de rien. Qu'on soit riche ou pauvre. La commune gère un parc de logements sociaux plus qu'honnête pour une ville de droite (30 % des logements) et subventionne généreusement leur entretien. Dans les cités, les boîtes aux lettres sont en bon état et les ascenseurs fonctionnent. Il faut dire que la municipalité ne lésine pas sur la dépense. Avec plus de 2 000 agents, le personnel est pléthorique. Un effectif comparable à celui des communes communistes du département, pourtant peu regardantes en la matière. Les dépenses de réception crèvent les plafonds : 90 000 euros claqués en petits-fours

pour la seule année 2006 ! Un million d'euros pour les illuminations de Noël !

Malgré tout, Puteaux n'arrive pas à dépenser tous ses millions. En 2007, la chambre régionale des comptes d'Île-de-France a décortiqué la gestion de la commune. Les magistrats sont tombés des nues lorsqu'ils ont découvert un bas de laine de 228 millions d'euros. Du jamais vu ! Placé en bons du Trésor, ce magot rapporte 11 millions d'euros d'intérêts par an. « Ce placement est légalement contestable », ont estimé les magistrats, qui suggèrent au maire d'utiliser plutôt cette fantastique réserve pour réduire les impôts. Car le taux de la taxe d'habitation à Puteaux est tout de même de 6,91 % : plus qu'à Neuilly, à Courbevoie et à Nanterre...

L'hôtel de ville, immense et magnifique, est en harmonie avec cette démesure. Ce bâtiment, inauguré en 1936 par Léon Blum, le Premier ministre du Front populaire, mériterait d'être classé monument historique. À l'époque, Puteaux était encore une cité industrielle, pleine de bruit et de fumée, peuplée d'ouvriers qui travaillaient dans les usines des bords de Seine. On imagine le contraste entre cette cathédrale laïque, en pierre de Paris d'un blanc aveuglant, et les logements ouvriers, noirs de suie, qui l'entouraient. Deux bustes en pierre noire ornent le hall d'entrée : à gauche Charles de Gaulle, à droite Jean Jaurès. Le sol de marbre lisse est si bien lustré qu'on pourrait manger par terre.

D'ailleurs, la ville entière dégage une impression de propreté irréaliste, c'est son côté Disneyland, dont Joëlle Ceccaldi-Raynaud a fait sa marque de fabrique. Avec elle, toutes les occasions sont bonnes pour faire la fête.

La réception du nouvel an est la plus fastueuse du département. En 2007, 1 800 personnes y ont été invitées. Facture ? Un million d'euros. Plus de 550 euros par tête de pipe ! Cette soirée donne le signal de départ d'un mois entier de cérémonies de vœux. Jeunes, vieux, juifs, musulmans, portugais, rapatriés, anciens combattants... chacun a droit à sa coupe de champagne.

Ce mois de janvier très pétillant se clôt par la galette des Rois. Ah, la galette ! Ce jour-là, les hautes portes en fer forgé de l'hôtel de ville, encadrées de deux Rois mages en carton-pâte de dix mètres de haut, sont grandes ouvertes à toute la population. Les habitants défilent dans les immenses salons du premier étage, tandis qu'un orchestre maghrébin joue de la musique traditionnelle du désert. Des employés municipaux, debout en rang d'oignon, servent à chacun une part, découpée dans des galettes des Rois géantes. Toute la journée, madame le maire embrasse les petits et se fait prendre en photo par les grands. En 2007, elle a même fait venir une demi-douzaine de dromadaires du Maroc ! Dehors, en plein vent, les militants socialistes de Puteaux tentaient ce jour-là de rameuter les passants pour leur parler des débats participatifs de Ségolène Royal. « Du pain et des jeux », raillaient-ils en critiquant les gaspillages de la municipalité. Mais qui résiste à une galette bien croustillante ?

Ce n'est pas tout. Entre Neuilly et Puteaux, une petite île s'étend au milieu de la Seine. Cette île, reliée à Puteaux par un pont moderne dont la balustrade métallique croule sous les bacs à fleurs, est occupée par un pompeux « palais des sports » à la façade ornée de colonnes. La piscine comprend quatre bassins, dont deux à l'extérieur, chauffés toute l'année. Sur les pelouses, on

déverse l'été des tonnes de sable blanc. Des palmiers en plastique se dressent entre les chaises longues. C'est « Puteaux en plage ». L'hiver, place à « Puteaux en neige ». Une noria de camions-bennes vient déverser de la vraie neige ramassée dans les Alpes ! Facture : un million d'euros pour que les enfants de la ville puissent faire de la luge sur une piste de soixante-dix mètres de long et patiner sur de la vraie glace, dans un décor de chalets en bois et de sapins...

Les familles « bien avec la mairie » sont encore mieux loties. Elles ont le choix entre trois villages de vacances : Caprone (en Corse), La Clusaz (en Haute-Savoie) et Ploemeur (dans le Morbihan). Caprone, sur la côte orientale de l'île de Beauté, est évidemment le plus prisé. On y a l'impression d'être accueilli par la famille Ceccaldi en personne. Courts de tennis, terrain de foot, practice de golf, club nautique, amphithéâtre pour les spectacles nocturnes... Le grand luxe à 1 000 euros la semaine pour une famille de quatre personnes. Deux fois moins cher qu'au Club Med ! La semaine la plus demandée est celle du 15 août, où, le jour de la Sainte-Marie, patronne de l'île, un feu d'artifice est tiré depuis la plage. On mange de la langouste au dîner, à la terrasse du restaurant, avec vue sur la mer, en présence de madame le maire, en pantalon de lin blanc...

Le clientélisme élevé au rang d'un art

Tout ne serait donc que luxe, calme et volupté à Puteaux ? Ce serait trop beau. La face cachée de cette

insolente débauche de moyens, c'est un clientélisme poussé à un degré de raffinement jamais vu. Du grand art ! En la matière, Joëlle ne fait que perpétuer un système rodé par son père Charles. À peine plus grand que sa fille, ce petit homme d'un mètre cinquante-neuf, aux vestes croisées impeccables, aux fins cheveux blancs surmontant un visage d'oiseau aux yeux bleu vif, a pratiqué pendant trente-cinq ans une authentique politique de chef de clan. Dans la plus pure tradition corse, il ne refuse jamais de rendre un service, si cela peut lui valoir la reconnaissance de son obligé. Il adore distribuer des cadeaux. Chaque année, les personnes âgées reçoivent un gros paquet : batterie de casseroles, four à micro-ondes, centrale de repassage à la vapeur, téléphone sans fil... Un vrai festival d'arts ménagers !

Loin de rougir de ces pratiques, l'ancien maire les revendique haut et fort.

« Mon système a été mieux organisé qu'ailleurs, se renforce-t-il dans une interview à *L'Express*¹.

– Le clientélisme vous a bien aidé quand même...

– Tout à fait ! De ce côté-là, ma politique a été exemplaire ! C'est mal connoté ? À tort. Il faut une politique pour chaque classe. Et je pense n'avoir oublié aucun niveau social. J'en ai vu, des gens qui avaient des opinions et qui en changeaient en obtenant une place en HLM. Mais je ne demandais pas qu'on vote pour moi, je demandais qu'on reconnaisse mon travail. Vous savez, ceux qui n'étaient pas d'accord, on ne pouvait pas leur supprimer leur logement. Mais ils obtenaient moins facilement une place dans nos villages de vacances. »

1. *L'Express*, dossier spécial Puteaux, 20 octobre 2005.

Voilà qui a le mérite d'être clair !

Vu les scores obtenus par Charles à chaque élection municipale, ses méthodes semblent satisfaire une large part des Putéoliens. Les empêcheurs de distribuer des cadeaux en rond ne sont pas légion. Parmi eux, Stéphane Vazia, président de l'association locale de parents d'élèves FCPE et candidat du parti socialiste aux municipales de 2008. Deux étés de suite, cet informaticien originaire de Pau est allé en vacances à Caprone. « La qualité de service est extraordinaire. Mais j'ai été choqué par le comportement des enfants gâtés du ceccaldisme. Un jour, un vacancier s'est plaint au cuisinier parce qu'il n'y avait plus de poisson à 13 h 30. "Si ça se reproduit, j'appelle Joëlle", a-t-il hurlé, pour bien montrer sa proximité avec la famille régnante¹. »

Aujourd'hui, Stéphane Vazia n'est plus en odeur de sainteté à la mairie : « Les choses se sont soudainement gâtées le jour où j'ai pris ma carte du PS. » Ce qui a décidé Stéphane Vazia à entrer en opposition ouverte avec la famille Ceccaldi, c'est une lettre du cabinet du maire, en 2003. Son épouse ayant écopé d'une contravention pour avoir stationné sur un passage piéton devant la crèche, il avait écrit au maire en lui suggérant de créer un emplacement « dépose minute » à cet endroit. Voici la réponse : « Vous sollicitez mon intervention pour un procès-verbal émis à l'encontre du véhicule de votre épouse [...]. Je ne puis que vous proposer, si vous connaissez des difficultés financières, de demander au centre communal d'action sociale de vous verser la moitié de la somme due. » Le candidat socialiste, dont le père est directeur

1. Entretien avec les auteurs, le 20 janvier 2007.

de la caisse communale d'action sociale de Pau, n'en est toujours pas revenu : « Taper dans la caisse de l'action sociale pour faire sauter une contravention ! Quel scandale ! »

L'ascension du petit Bastiais

Ce système si bien huilé n'est pas né en un jour. C'est le fruit d'une vie vouée par « CCR » à sa ville chérie. Dans une lettre au président de la chambre régionale des comptes, l'ancien maire s'est livré en 2007 au bilan de son action. Un ahurissant plaidoyer *pro domo* ! « L'opinion appelle trente glorieuses le temps où s'est accompli le redressement économique du pays. À un niveau sans comparaison, la population de Puteaux s'amusera à appeler les trente-cinq glorieuses le temps consacré par le maire à porter les finances de l'effondrement à l'excellence et de l'excellence à la thésaurisation, en même temps qu'il construisait, sur les friches entassées, la ville résidentielle des belles HLM et des beaux palais. Ce n'est pas la nouvelle Carthage. Ce n'est pas la nouvelle Alexandrie. C'est le nouveau Puteaux. »

L'auteur de cet hallucinant couplet a vu le jour à Bastia, en 1925. Sa carrière débute à Alger, dans les années 1950, comme commissaire de police puis conseiller particulier de Robert Lacoste, ministre résident et gouverneur général de l'Algérie. Charles Ceccaldi-Raynaud est alors l'homme fort de la SFIO à Alger. Après le putsch des partisans de l'Algérie française, le 13 mai 1958, il apprend qu'un ordre d'arrestation a été signé contre lui. Le voilà

contraint de fuir, déguisé en facteur, grâce à un uniforme prêté par ses amis du syndicat FO. Il embarque clandestinement sur un cargo à destination de Marseille et monte vers Paris. Ses camarades de la SFIO le confient aux bons soins de Georges Dardel, alors maire de Puteaux, qui le nomme directeur de l'office HLM municipal. Un levier de pouvoir privilégié, à la fois en direction des administrés, par le biais de l'attribution de logements, et en direction des entreprises chargées de faire des travaux dans les immeubles, traditionnelles pourvoyeuses de fonds des partis politiques. « Le parti a beaucoup insisté pour que je l'embauche, témoignait Georges Dardel en 1971 dans *Le Nouvel Observateur*. J'étais inconscient, j'aurais dû mieux vérifier¹. »

Charles tisse sa toile. En 1965, il décroche une nouvelle timbale : patron de l'office HLM d'Issy-les-Moulineaux, au sud du département, dont la mairie est alors tenue par un compatriote, le socialiste Bonaventure Leca. La même année, il se fait élire au conseil municipal de Puteaux sur la liste Dardel, et devient maire adjoint. Aux côtés de Georges Dardel, Charles Ceccaldi-Raynaud a été à bonne école. Incarnation du socialisme municipal d'après-guerre, cet ancien cheminot CGT, élu maire de Puteaux à l'âge de 28 ans à la Libération, fut même l'un des grands argentiers de la SFIO d'après-guerre. Tout sauf un enfant de chœur. « Je pensais que tous les moyens à disposition des maires devaient être mis au service du parti », écrit-il dans son pamphlet-confession², rédigé sur un coup de

1. *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} novembre 1971.

2. Georges Dardel, *Quelle justice ? Puteaux = Chicago*, publié à compte d'auteur en 1973.

colère en 1973. S'il fallait pour cela ponctionner les entreprises bénéficiaires des contrats de construction d'HLM ou d'écoles communales, pas de problème ! Au chapitre « rançonner les entreprises capitalistes », Georges Dardel reconnaît avoir « demandé à ceux que je faisais travailler qu'ils aident par des cotisations ou par des publicités la presse et les organismes de solidarité du parti. Je n'en rougis pas ». Le petit Corse n'en perd pas une miette. Il observe, apprend. Et cherche par quel moyen il pourrait bien s'emparer des clés de cette mairie qu'il convoite.

C'est alors que l'ambitieux a une intuition géniale : le quartier d'affaires de la Défense sera son marchepied vers le pouvoir. En 1958, lorsque Charles Ceccaldi-Raynaud fait ses premiers pas dans les Hauts-de-Seine, la Défense vient de naître. L'établissement public d'aménagement (Epad) procède aux premières expropriations. Friches industrielles, petites maisons ouvrières, ateliers de mécanique et de blanchisserie : tout doit disparaître pour faire place aux futures tours de verre et de béton. Retranché dans sa vaste mairie Art déco, le socialiste Georges Dardel lutte contre l'Epad. Il soutient les petits propriétaires que l'on chasse et s'insurge contre les projets du « grand capital ». Il croit encore à la vocation ouvrière de sa ville et espère attirer de nouvelles usines. Cet homme de gauche craint l'arrivée de ceux que l'on ne nomme pas encore des « cadres » mais des « technocrates », attirés par les nouveaux logements au confort moderne qui vont être construits au milieu des tours.

Ceccaldi, lui, voit plus loin. Il pressent que l'avenir se joue sur cet immense chantier boueux où les pelleteuses commencent à s'activer. La sociologie de la population va changer ? Qu'à cela ne tienne, lui aussi peut changer ;

changer d'étiquette politique, pour prendre une couleur plus proche des inclinations des nouveaux Putéoliens. Si cela signifie abandonner la SFIO pour rallier le clan gaulliste, pourquoi pas, du moment que son ambition est satisfaite ! De toute façon, s'il veut prendre la mairie, il n'a guère le choix. Car Georges Dardel n'a nullement l'intention de lui passer la main...

Trahison et fusillade

Le pouvoir, l'ancien flic d'Alger va donc le prendre, sans mettre de gants. Fin 1967, Georges Dardel est victime d'un très grave accident de voiture. Quatre semaines de réanimation, trois opérations, des mois de convalescence... Incapable d'exercer ses fonctions, Dardel se décide, en 1969, à organiser un vote du conseil municipal, qui désigne Charles Ceccaldi-Raynaud comme successeur. Mais les relations entre les deux hommes se dégradent peu à peu, jusqu'à ce que Georges Dardel, définitivement rétabli, demande à Charles de lui rendre son siège un an plus tard. « Pas question », rétorque le petit Corse de sa voix haut perchée. La guerre est ouverte. Aux élections municipales de 1971, Charles ose se présenter face à Georges, investi par la SFIO. La sanction tombe, comme prévu : Charles est exclu illico du parti. « Si Ceccaldi reste membre du parti et maire de Puteaux, la fédération des Hauts-de-Seine tout entière tombera sous la mafia », s'alarme le socialiste Pierre Mauroy lors d'un comité directeur¹.

1. *L'Événement du jeudi*, 25 mars 1993.

Les ponts sont désormais coupés entre Ceccaldi et la gauche. La seconde carrière, « gaulliste », du petit Bastiais peut commencer. Pour prendre la mairie, le nouveau prétendant est allé chercher le soutien du clan corse des Hauts-de-Seine. Il lui a suffi de traverser la Seine et de demander sa bénédiction à Achille Peretti, maire UDR de Neuilly. Achille va lui fournir assistance, protection... et bataillons de colleurs d'affiches musclés.

La campagne électorale de 1971 démarre dans un climat de tension extrême. Chacun des deux candidats dispose de véritables commandos qui font le coup de poing, chaque nuit, dans les rues désertes de Puteaux. À peine posées, les affiches des uns, encore humides de colle, sont lacérées par les autres. Petits truands, rapatriés, gros bras venus de la ville voisine de Nanterre... Ambiance. Dans la nuit du 27 au 28 février 1971, une fusillade éclate. À 4 heures du matin, l'équipe Ceccaldi mitraille la camionnette de l'équipe Dardel après avoir défoncé le pare-brise à coups de barre de fer. À l'intérieur du véhicule gris, où les colleurs d'affiches se sont réfugiés, c'est un bain de sang. Un mort, sept blessés. La victime, Salah Kaced, un ouvrier serrurier de 31 ans, est touchée à l'artère fémorale par une balle de 9 mm.

Charles Ceccaldi-Raynaud ne sera jamais inquiété par la justice. « J'étais dans mon lit quand on m'a prévenu¹ », assure-t-il encore aujourd'hui. Il n'a rien vu, rien entendu. Les agresseurs circulaient dans une voiture municipale ? Le frère de son épouse, Antoine Gianni, dirigeait le commando des colleurs d'affiches ? L'un des hommes de main, l'ancien boxeur Pierre de Brossard, clame qu'il

1. Entretien avec les auteurs, le 7 juin 2007.

était en service commandé ? Ceccaldi affirme qu'il n'était au courant de rien, que tout s'est passé derrière son dos. Lors du procès, en 1974, quatre des dix-sept inculpés sont condamnés à de la prison ferme. Le maire, lui, sera simplement reconnu civilement responsable de l'équipe des colleurs d'affiches par la cour d'appel d'Orléans six ans plus tard.

De père en fille

Les électeurs, en tout cas, ne lui en ont jamais tenu rigueur. Le Corse est triomphalement élu avec 65 % des voix au premier tour. Bien décidé à conserver ce siège jusqu'à son dernier souffle. Et à le transmettre à sa descendance... Charles Ceccaldi-Raynaud a d'abord imaginé que son fils Louis lui succéderait. Mais le jeune héritier meurt en Corse, au début des années 1990, dans un accident de tracteur sur la propriété familiale de Sainte-Lucie-de-Porto-Vecchio. Voilà Charles contraint de mettre en place un plan B, au profit de sa fille Joëlle. L'idée ne le séduit guère. Un rien machiste, il juge la jeune femme moins « capable » que son frère. « Mon fils est mort, j'ai reporté sur elle toute l'affection d'un père, dit-il. Malheureusement, elle n'a aucun talent oratoire. Elle ne sait pas faire un discours. C'est un métier ! Il faut savoir faire rire, pleurer, parler sans notes, être poète¹. » Un art dans lequel le vieux renard est passé maître. Il sait même faire monter une larme au coin de son œil pour attendrir son auditoire. Mais il se fait peu à peu à l'idée de transmettre un jour le flambeau à Joëlle. Le plus tard possible...

1. Entretien avec les auteurs, le 7 juin 2007.

En attendant, Charles fait place nette autour de lui. « J'ai balayé tous ceux qui pourraient un jour gêner l'élection de ma fille¹ », dit-il fièrement. Brice Hortefeux en a fait l'amère expérience. En 1983, lorsque Sarkozy est élu maire de la ville, son ami Hortefeux s'y installe à ses côtés, comme directeur de cabinet. La même année, Charles Ceccaldi-Raynaud propose au jeune Brice, alors âgé de 25 ans et toujours étudiant à Sciences-Po, une place sur sa liste et le fait entrer au conseil municipal de Puteaux. Mieux encore, il le prend sous son aile, comme assistant du groupe RPR au conseil général. « C'est Charles Pasqua qui me l'avait demandé² », précise Charles Ceccaldi-Raynaud.

« Charlie », on l'a vu, est alors un véritable détecteur de talents. Il est en train de faire monter toute une jeune garde de militants RPR, qu'il place, un par un, à des postes clés dans le département. Pasqua imagine donc d'envoyer Brice Hortefeux en éclaireur à Puteaux. Le malheureux va vite comprendre qu'il n'a aucune chance sur la rive droite de la Seine ! Naïvement, il fait comprendre au maire de Puteaux qu'il aimerait lui succéder un jour. Son ami Nicolas vient bien, à 28 ans, de conquérir la mairie de Neuilly ! Le sang du Corse ne fait qu'un tour : « J'ai dit à Brice Hortefeux que j'avais choisi ma fille pour me succéder³. » Aux municipales suivantes, en 1989, Hortefeux a disparu de la liste pour s'implanter en Auvergne, et n'a plus jamais remis les pieds à Puteaux.

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Puteaux, rien que Puteaux

Charles Ceccaldi-Raynaud a consacré sa vie à sa ville. Non pas qu'il soit hostile au cumul des mandats... mais ses autres casquettes (député suppléant, sénateur, conseiller général) lui ont avant tout servi à conforter sa position à Puteaux, tout en arrondissant agréablement ses fins de mois. Il a bien tenté, lors du redécoupage des circonscriptions réalisé par Charles Pasqua en 1986, d'obtenir un nouveau territoire rien que pour lui. Il en avait assez de cette tradition selon laquelle le maire de Puteaux ne pouvait prétendre qu'au strapontin de suppléant du député-maire de Neuilly, tout juste bon à garder le siège au chaud lorsque le titulaire est nommé au gouvernement. Mais le ministre de l'Intérieur n'a pas touché à sa dentelle électorale. « Je l'ai engueulé, raconte Charles Ceccaldi-Raynaud en 1991 dans *Libération*. Alors Charles s'est mis à engueuler son entourage : « Regardez ce que vous avez fait ! Découpez-moi une circonscription pour Ceccaldi-Raynaud ! » Mais c'est resté comme ça. Il avait fait le maximum avec cette déclaration¹. » Entre les deux Charles, les relations ont toujours été courtoises, mais sans plus.

Résultat, Ceccaldi-Raynaud n'a pu siéger à l'Assemblée qu'entre 1993 et 1995, à la place de Nicolas Sarkozy, nommé ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Balladur. Lorsqu'il lui a fallu rendre son badge, après la dissolution de l'Assemblée et la déroute de la droite, il a obtenu, en guise de consolation, un fauteuil de

1. *Libération*, 27 mars 1991.

velours rouge au Sénat, où il est resté de 1995 à 2004. Mais il n'a pour ainsi dire jamais mis les pieds au palais du Luxembourg. Après 2004, nouveau jeu de chaises musicales : Charles Ceccaldi-Raynaud se retrouve conseiller général, à la place de sa fille, au poste qu'il avait déjà occupé de 1976 à 1982. Il l'est toujours aujourd'hui et le restera jusqu'en 2010. En tant que doyen d'âge, c'est lui qui a présidé la séance d'intronisation de Nicolas Sarkozy à la tête du département en 2004, tout comme celle de Patrick Devedjian en 2007.

Sa fille Joëlle est sur la même longueur d'ondes : les autres mandats sont bons pour la notabilité et les revenus qu'ils procurent. Elle s'est assise dans le siège de son papa à l'Assemblée dès 1997, elle aussi comme suppléante de Nicolas Sarkozy appelé au gouvernement au lendemain des élections de 1997 et 2002. Elle n'a guère brillé par sa présence dans l'hémicycle. Elle fait même partie des cinquante députés les moins actifs de l'Assemblée, les cancras épinglés dans le livre *Députés sous influences*¹. Mais donner c'est donner, reprendre c'est voler ! Et depuis son élection comme titulaire en 2007, elle s'active davantage au palais Bourbon.

La discrète suppléante n'a pas hésité à engager une vraie négociation de marchands de tapis avec Nicolas Sarkozy lorsque celui-ci a voulu récupérer son siège, en 2004. On se souvient qu'à l'été 2004, Sarkozy a annoncé son intention de briguer la présidence de l'UMP afin de

1. Classement réalisé par les auteurs, Hélène Constanty et Vincent Nouzille, de *Députés sous influences*, Paris, Fayard, 2006, sur la base de cinq critères d'activité parlementaire.

préparer sa future conquête présidentielle. Jacques Chirac l'a alors sommé de choisir entre l'UMP et le gouvernement. Élu en novembre 2004 président de l'UMP, il a donc été obligé de quitter le ministère de l'Économie. Il s'attendait à ce que Joëlle lui rende docilement son fauteuil à l'Assemblée. Ce qu'elle a fini par faire... non sans avoir longuement négocié au préalable un confortable point de chute au Conseil économique et social : une sinécure à 2 700 euros par mois¹.

L'opposition muselée

Le père et la fille ont une passion commune : la ville de Puteaux. Ils y consacrent tout leur temps et toute leur énergie. Et que personne ne s'avise de les contredire sur ce point ! Charles Ceccaldi-Raynaud n'a jamais toléré la moindre critique sur son action dans sa ville. L'opposition municipale ? Quel gros mot ! Tout au long de ses trente-cinq ans de règne, il a pris un soin jaloux à neutraliser toute contestation. En écartant ceux qui pouvaient lui faire de l'ombre, à lui ou à sa descendance. En s'alliant avec l'UDF locale, limitée au rôle de faire-valoir. En infiltrant, pendant des années, la section socialiste, réduite à presque rien. Et lorsqu'il n'arrive pas à éliminer à la racine les mauvaises herbes de l'opposition, il les asperge d'un désherbant de sa composition : intimidations + pressions + actions en justice.

1. Elle a été nommée par Jean-Pierre Raffarin à la demande de Nicolas Sarkozy. Épisode raconté par Dominique Ambiel, conseiller du Premier ministre, dans William Emmanuel, *Nicolas Sarkozy, la fringale du pouvoir*, op. cit.

Nadine Jeanne, numéro deux de l'opposition municipale, élue en 2001, y a goûté. Elle n'en veut plus. Six ans plus tard, elle est épuisée et ne se représentera pas en 2008. Cette professeure de français vit à Puteaux depuis 1994, résidence Boieldieu : un immense carré de béton de huit étages, avec vue imprenable sur les gratte-ciel, dans lequel ses grands-parents ont été relogés en 1965 après avoir été expropriés de leur pavillon lors de la construction de la Défense. Désireuse de militer au parti socialiste, Nadine Jeanne découvre, à son arrivée, une section locale croupion, qui ne compte pas plus d'une dizaine de militants. Et un secrétaire de section, Gérard Brisset, qui s'attache surtout à ne pas faire de vagues... Charles Ceccaldi-Raynaud, bien informé des bruits de couloir du PS, exploite à son profit la moindre querelle de courant. « Je pensais qu'à Puteaux la vie politique était tranquille et consensuelle. J'ai vite déchanté¹ ! » raconte Nadine Jeanne.

Dès que son nom apparaît sur la liste, en 2001, elle se retrouve exclue de l'association culturelle dont elle s'occupait, et qui est nourrie de subventions de la mairie. Pendant la campagne électorale, le RPR fait circuler des tracts insensés : « La liste socialo-communiste, favorable au dialogue avec les délinquants, est soutenue par des groupuscules extrémistes » ; « D'un pas lourd, accompagnée de sa passionaria au regard si dur, l'élue socialiste, profiteur d'un putsch interne, continue de distribuer des tracts »... L'opposition obtient tout de même 27 % des voix et 5 sièges. Mais, durant les conseils municipaux, la tête de liste « gauche plurielle », le médecin Sydney Ghenassia,

1. Entretien avec les auteurs, le 16 mars 2007.

n'ouvre jamais le bec. Et Nadine Jeanne, numéro deux, se retrouve en première ligne. Le harcèlement RPR continue : « Les extrémistes ont imposé leur loi. Ils sont conduits par une furie trotskiste », peut-on lire dans le premier tract après l'élection. La petite prof commence à comprendre qu'à Puteaux « on n'a pas le droit d'émettre la moindre critique contre le régime, sous peine de représailles¹ ».

D'autres en ont fait l'amère expérience, comme Bernard Bruet, président du conseil syndical de la résidence Bellerive, sur les bords de Seine. Grands balcons, vue sur Neuilly, ambiance bourgeoise... Ce paisible sexagénaire est devenu l'ennemi de la mairie lorsqu'il a entrepris, au début des années 1990, de dénoncer le scandale du chauffage urbain. Sa résidence est en effet chauffée par une centrale exploitée par la Soclip, filiale de Dalkia (ex-Compagnie générale des eaux), sous contrat avec la mairie. Bernard Bruet, après avoir épluché les comptes, constate que les tarifs pratiqués ne correspondent pas aux termes du contrat : on leur facture du charbon, alors que la centrale brûle du fioul ! En 2000, il porte plainte devant le tribunal de grande instance de Nanterre au nom de la copropriété.

Dans la foulée, il se retrouve enrôlé par l'opposition socialiste pour les élections municipales de 2001. Son épouse, elle, est plutôt de droite. « Le lendemain de la publication de la liste, elle a été convoquée par le maire, qui lui a demandé sans détour d'user de son influence sur moi pour que je me retire. Elle a évidemment refusé », se souvient Bernard Bruet². Le maire menace alors de

1. *Ibid.*

2. Entretien avec les auteurs, le 5 avril 2007.

couper les subventions du patronage catholique dont il s'occupe. Malgré les pressions, l'opposant n'a pas renoncé. Après des années de procédure, la copropriété a finalement obtenu le remboursement d'un trop-perçu de 4 millions d'euros. Mais Bernard Bruet n'a pas souhaité rempiler pour les élections de 2008 !

Un blogueur à abattre

Ce système bien verrouillé aurait pu tenir longtemps... si un jeune Putéolien, Christophe Grébert, n'avait un jour « décidé de l'ouvrir », selon sa propre expression, décidé de briser l'omerta en utilisant une nouvelle arme dont le vieux maire ignorait l'existence : Internet. Christophe Grébert, silhouette mince et menton orné d'un filet de barbe vertical, est devenu, en un temps éclair, la vedette de l'opposition locale.

Ce journaliste, qui présente les flashes d'information sur une radio musicale, habite Puteaux depuis quinze ans. Il a commencé sa carrière professionnelle au début des années 1990 comme reporter à O'FM, la radio du conseil général des Hauts-de-Seine, surnommée « Radio Pasqua ». En sillonnant le département, il constate que sa commune est curieusement fermée sur elle-même et que son maire ne communique jamais. Au lendemain du 21 avril 2002, il décide donc de créer un blog sur la vie locale à Puteaux. Au départ, MonPuteaux.com¹ a simplement pour vocation d'informer, avec simplicité et humour, sur les événements locaux.

1. <http://www.monputeaux.com>

Sacrilège ! Dès que le maire a eu connaissance du blog, il est devenu fou. « On aurait dit qu'il avait été piqué par un taon¹ », commente Nadine Jeanne. Jamais avant l'insolent Grébert les habitants ne se seraient permis de critiquer ouvertement la municipalité. MonPuteaux.com provoque tout à coup un grand courant d'air en publiant le premier compte rendu de conseil municipal, en juillet 2002, illustré par une photo de la séance. Christophe Grébert commente : « Rompu à un exercice qu'il accomplit depuis plus de trente ans (!), Charles Ceccaldi-Raynaud, costume vert clair et guillemet à souhait, ne perd pas un instant, si ce n'est pour saluer "la voix d'hôtesse de l'air" d'une conseillère... ou pour souligner "la belle coiffure" d'une autre. C'est la première fois que j'assiste au conseil municipal. Je suis un peu étonné. Mais on me dit que c'est tout à fait son habitude ! »

Aussitôt, Charles Ceccaldi-Raynaud publie, en urgence, un arrêté municipal interdisant de pénétrer dans les tribunes du public avec un appareil photo. Grébert pressent que le maire ne s'en tiendra pas là. « En cas de procédure judiciaire engagée contre moi (on ne sait jamais), je ne jouerai pas au martyr : je fermerai aussitôt et définitivement mon site », écrit-il alors dans son blog. Son sixième sens ne lui a pas menti. Le journaliste devient l'homme à abattre. À peine pose-t-il le pied dans le hall de l'hôtel de ville qu'il est encerclé par des policiers municipaux qui forment une armure autour de lui.

Désormais, tout va être tenté pour faire taire le blogueur. Mais le jeune célibataire, homosexuel déclaré, ne dépend pas de la mairie pour son emploi, n'a pas besoin d'un logement social, n'a pas d'enfants à inscrire en

1. Entretien avec les auteurs, le 16 mars 2007.

crèche et préfère passer ses vacances à Paname plutôt qu'à Caprone. Bref, impossible de l'acheter par l'un des moyens habituels...

Plus Charles Ceccaldi-Raynaud tente de le faire taire, plus Grébert augmente son audience ! Après s'être vu refouler à plusieurs reprises du conseil municipal, il alerte ses confrères journalistes. En octobre 2003, les médias débarquent devant la grille de l'hôtel de ville avec carnets, micros, appareils photo et caméras. Un cortège d'élus UMP et d'employés municipaux défile devant la mairie en scandant : « Ceccaldi ! Ceccaldi ! » Les militants de gauche venus soutenir Christophe Grébert scandent en retour : « Barbouze ! Barbouze ! » Résultat : grâce à ces images, MonPuteaux.com, dont la notoriété n'avait pas dépassé jusqu'alors le triangle Neuilly-Puteaux-la Défense, est aujourd'hui étudié dans les écoles de journalisme comme un modèle de blog politique citoyen.

L'arme judiciaire n'a pas été plus efficace. Question procédure, Charles Ceccaldi-Raynaud, avocat inscrit au barreau de Paris depuis 1949, se targue pourtant d'être un expert. Mais le combat Ceccaldi-Grébert se solde pour l'instant par quatre victoires en faveur du blogueur, deux en première instance, deux en appel. La mairie a perdu le procès qu'elle lui avait intenté pour diffamation¹. Et perdu aussi celui que le blogueur lui avait intenté, à

1. Accusé de diffamation par la mairie de Puteaux pour avoir reproduit sur son blog un extrait d'article du *Parisien* mettant en cause la municipalité à propos du licenciement d'une employée et de l'attribution d'un marché public, Christophe Grébert a été relaxé, le 6 juin 2007, par la cour d'appel de Paris. La mairie s'est pourvue en cassation.

son tour, pour diffamation¹. Et une troisième plainte, cette fois des policiers municipaux, a été déposée en novembre 2007 contre le blogueur pour violation du droit à l'image... En 2008, Christophe Grébert se présente à l'élection municipale, sans étiquette, comme tête d'une liste citoyenne, « Puteaux ensemble ».

Un mauvais remake du Roi Lear

Désormais, la ville est sous le feu des projecteurs. Les conseils municipaux de Puteaux sont devenus une attraction très courue. L'entrée de l'hôtel de ville est gardée par des policiers municipaux en uniforme, qui laissent les visiteurs entrer au compte-gouttes. La tribune du public surplombe la salle du conseil, à cinq mètres au-dessus des têtes des élus. Été comme hiver, il y fait une chaleur étouffante. À 20 heures précises, le rituel commence. Christophe Grébert s'assied et déplie le trépied de sa caméra vidéo. À côté de lui, un autre caméraman, employé par la mairie, filme également les débats. Action !

Ce ne sont pas tant les discussions autour du budget et de la réfection des trottoirs qui attirent les foules, mais les péripéties d'un invraisemblable feuilleton sentimentalo-politique. Car, non contents de faire la guerre à l'opposition,

1. Accusés de diffamation par Christophe Grébert pour avoir insinué qu'il avait des penchants pédophiles, Joëlle et Charles Ceccaldi-Raynaud ont été condamnés, le 26 avril 2007, par la cour d'appel de Versailles, à payer 2 500 euros d'amende chacun et à régler solidairement 3 000 euros de dommages et intérêts. M. et Mme Ceccaldi-Raynaud se sont pourvus en cassation.

les Ceccaldi père et fille se déchirent également entre eux, depuis quatre ans, pour le siège de maire. Un feuilleton que l'on commente le soir dans les halls d'HLM, le dimanche sur les marchés, et dont chacun peut suivre les péripéties sur Internet grâce aux blogs d'information locale. Mieux que *Paris Match* ! Plus croustillant que *Voici* !

Le premier acte de ce mauvais remake du *Roi Lear* s'est joué en 2004, lorsque Charles Ceccaldi a dû être opéré en urgence à l'hôpital Foch de Suresnes. L'opération, un double pontage cardiaque, le laisse sans forces. Persuadé qu'il n'en a plus pour longtemps à vivre, il démissionne et fait élire sa fille en avril à la tête de la mairie par un conseil municipal aux ordres. « Je suis parti trois ans trop tôt, regrette-t-il aujourd'hui. Il aurait fallu que je démissionne un an avant la fin de mon mandat, de façon à lui laisser juste le temps de se faire connaître, et elle aurait été élue tranquillement en 2008. Mais en 2004, c'était trop tôt. Elle a fait des bêtises¹. »

Le père se met à critiquer publiquement sa fille. Il lui reproche d'avoir alourdi la facture des travaux de la médiathèque, d'avoir augmenté les impôts locaux... « Elle n'a ni les qualités morales, ni les qualités physiques et intellectuelles pour le poste. Je le savais avant même de lui confier. On a eu beaucoup de misère avec ma femme en l'élevant. Elle n'a pas pu faire beaucoup d'études². » Au bout de quelques mois, miraculeusement rétabli après son opération, il demande à sa fille de lui rendre son siège. Joëlle refuse : j'y suis, j'y reste ! Elle lui rejoue une scène qu'il connaît bien pour l'avoir jouée lui-même, trente-cinq

1. Entretien avec les auteurs, le 7 juin 2007.

2. *L'Express*, dossier spécial Puteaux, 20 octobre 2005.

ans auparavant, aux dépens du précédent maire Georges Dardel. L'enfant docile a bien appris son rôle...

Depuis ce jour, tout a dérapé. Charles Ceccaldi-Raynaud a trouvé refuge dans son grand bureau vide, au deuxième étage de l'office HLM municipal dont il est toujours président. Il s'accroche à ce dernier carré de pouvoir, entouré d'une poignée de fidèles, dans ce fief qu'il a conquis à son arrivée à Puteaux voilà plus de quarante ans.

De l'autre côté de la rue, à l'hôtel de ville, Joëlle a pris ses marques. Elle a fait repeindre en gris souris le splendide bureau Art déco qu'occupait son père, au rez-de-chaussée, y a ajouté un ordinateur portable gris métallisé et un téléphone design. Mais elle refuse, imperturbable, de répondre aux attaques de son géniteur. « Joëlle est admirable de dignité¹ », commente Isabelle Balkany, conseillère générale et adjointe au maire de Levallois. Il en faut, du cran, pour ne pas répliquer au fiel que déverse Charles à longueur de tracts !

En avril 2006, le vieil homme a même ouvert un blog, « Puteaux pour tous – tous pour Puteaux² », dans lequel il laisse libre cours à sa haine. Entre la recette de la baklava aux amandes et les paroles d'une chanson de Noël corse, l'ancien maire dénonce les moindres faits et gestes de sa fille, qu'il nomme « l'intérimaire », « l'usurpatrice » ou « la grande dépensière ». « Jamais Puteaux, depuis qu'il y a des maires, n'a eu un maire aussi minable et aussi mesquin », écrit-il en décembre 2006. Début 2007, une nouvelle attaque cardiaque, suivie d'une nouvelle opération, l'oblige à interrompre son délire. Charles Ceccaldi-Raynaud ferme son blog. Au sein de la grande

1. Entretien avec les auteurs, le 6 septembre 2007.

2. <http://puteauxpourtous.blogspot.com>

famille UMP des Hauts-de-Seine, on respire. Si cette mauvaise farce familiale pouvait enfin se terminer... À Neuilly, on observe le spectacle en se pinçant le nez. Mais ce n'était qu'une trêve, le temps de la campagne législative et présidentielle.

Depuis septembre 2007, Charles est reparti à l'attaque. « On a beau multiplier les réceptions, déverser sur la ville une pluie de cadeaux, ajouter des fleurs sur les fleurs, des pots sur les pots, réserver les places en crèche et les séjours dans les villages de vacances aux seuls affidés, sacrifier l'intérêt général sur l'autel des investitures personnelles, rien ne peut plus masquer que la ville roule aux abîmes », écrit-il le 6 novembre sur son blog, laissant toutefois planer le doute sur son intention de se présenter aux municipales de 2008.

Mais Joëlle reste imperturbable. Sa grande crainte était que Christophe Grébert se présente au nom du parti socialiste, mais la section locale a préféré investir le jeune père de famille Stéphane Vazia. Les divisions de l'opposition la rassurent. Elle préfère laisser dire, tout en consolidant sa position à l'UMP. Elle a déroulé le tapis rouge pour le grand projet de renouveau du quartier d'affaires de la Défense, si cher à Sarkozy, donnant son feu vert à l'édification, sur son territoire, de plusieurs nouvelles tours d'une hauteur encore jamais vue. Une façon aussi, pour elle, de faire prospérer le trésor de la commune et d'assurer, pour l'avenir, des rentrées de taxes professionnelles toujours plus importantes. La ville dispose pourtant déjà d'un palais des sports, d'un palais de la culture et d'un palais de la médiathèque. Mais Joëlle trouvera bien le moyen de faire encore plus beau, plus grand et plus clinquant. Tant que la Défense veille sur Puteaux...

CHAPITRE 7

La Défense, cash machine du 9-2

La Défense aura cinquante ans en 2008. Nicolas Sarkozy compte bien fêter en beauté l'anniversaire de la plus grande opération française d'urbanisme du xx^e siècle ! Car le quartier d'affaires, qui somnolait doucement depuis dix ans à l'ouest de Paris, est à nouveau en pleine effervescence. Le site est déjà gigantesque, avec ses 3 millions de mètres carrés de bureaux dans lesquels viennent travailler chaque jour 170 000 salariés. Le quartier compte aussi, on l'oublie souvent, 600 000 mètres carrés de logements où vivent 20 000 personnes. Mais il y a encore de la place. Sous l'impulsion des élus du 92, les plus grandes équipes d'architectes planchent actuellement sur d'énormes projets. Avec un seul mot d'ordre : lâchez-vous ! Ayez de l'audace ! Plusieurs nouvelles tours

DDE¹. » L'affaire, en tout cas, inspire les « corbeaux » de la Défense. Lors de la campagne pour les élections législatives de 2007, auxquelles Jacques Kossowski était candidat, un document diffamatoire à son endroit a circulé sur les messageries Internet du quartier. Sur un faux courrier à en-tête de l'UMP, annexé à une fausse note des renseignements généraux (en réalité, un maladroit copié-collé d'un article du *Monde*), le dénonciateur anonyme demandait aux électeurs de la troisième circonscription des Hauts-de-Seine de « ne pas faire porter leurs suffrages sur le député sortant de l'UMP » et de lui préférer un candidat sachant « restaurer un climat des affaires plus convenable sur les dossiers qui touchent les règles d'urbanisme du quartier de la Défense ». La manipulation, bien que grossière, a obligé le maire de Courbevoie à faire circuler, en réponse, un courrier signé de Nicolas Sarkozy lui réaffirmant le soutien de son parti.

L'affaire des mètres carrés fantômes n'a pas fini d'empoisonner le climat des bords de Seine...

Les mystères de la chaufferie

Un autre dossier important est toujours en cours d'instruction au tribunal de Nanterre. « L'affaire de la chaufferie » met en cause un notable du département, proche de Nicolas Sarkozy, dont les nombreux bureaux et domiciles ont été perquisitionnés, de fond en comble, depuis 2003. L'homme à qui les juges s'intéressent de si près n'est autre que l'actuel doyen de l'assemblée territoriale,

1. Entretien avec les auteurs, le 31 mai 2007.

ancien maire de Puteaux : Charles Ceccaldi-Raynaud. En août 2007, l'ex-sénateur a vu débarquer les enquêteurs dans sa splendide villa familiale de Sainte-Lucie-de-Porto-Vecchio. Il a été soumis, une nouvelle fois, à un feu roulant de questions. À la suite de quoi il a été mis en examen pour « favoritisme, recel d'abus de biens sociaux et corruption passive ». La précédente juge en charge de l'affaire, Isabelle Prévost-Desprez, avait déjà mené plusieurs perquisitions. Une première vague, en décembre 2003, à son domicile de Puteaux, à son cabinet d'avocat de Paris et dans sa résidence corse ; une deuxième à la mairie de Puteaux en janvier 2004 ; une troisième dans le bureau de Charles au Sénat, un mois plus tard ; et une autre, en avril 2004, au bureau de sa fille Joëlle à l'Assemblée nationale... Les magistrats de Nanterre ont de la suite dans les idées.

Les enquêteurs soupçonnent des pratiques de corruption lors du renouvellement de la concession de chauffage urbain de la Défense. Pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette histoire, une petite incursion dans les coulisses du quartier d'affaires s'impose. Les immeubles sont en effet chauffés et climatisés par une énorme installation, située en bordure des voies de chemin de fer sur le territoire de Courbevoie, au nord des tours. Cette usine, alimentée en fioul par des wagons entiers de combustible, produit l'eau chaude et l'eau réfrigérée pour 2,7 millions de mètres carrés de bureaux et 9 800 logements. Le maître des chaudières ? L'ancien maire de Puteaux, en tant que président du Syndicat mixte de chauffage urbain de la Défense (Sicudef), qui regroupe le département et les villes de Courbevoie, Nanterre et Puteaux.

Charles Ceccaldi-Raynaud s'est toujours intéressé, de très près, à l'immobilier du quartier d'affaires. Il a présidé l'Epad une première fois, entre 1987 et 1989, avant d'être débarqué par les socialistes à leur arrivée au pouvoir. Ses amis du RPR l'y ont remis en 1993. Quelques mois plus tôt, à un journaliste du quotidien *La Croix* qui lui demandait déjà : « Vous êtes-vous abusivement accaparé de la richesse à la Défense ? », le maire de Puteaux répondait sans se démonter : « Malheureusement, je n'ai pas pu accaparer pour Puteaux autant de richesses que j'aurais voulu. J'ai dû imaginer la mise en œuvre combinée de plusieurs petits moyens légaux de dialogue et organiser des chevauchées municipales fantastiques pour attaquer les diligences chargées d'or qui traversaient la commune, à l'ouest, en direction de l'Epad¹. »

C'est cet élu au franc-parler qui s'est occupé personnellement, en tant que président du Sicudéf, du renouvellement de la concession de la chaufferie, parvenue à son terme en 2002, après un premier contrat de trente-quatre ans. Un business particulièrement juteux, comme l'a fait remarquer la chambre régionale des comptes d'Île-de-France dans un rapport d'avril 2006 sur la gestion du Sicudéf : « Le taux de marge brute, sur la période 1992-2002, est particulièrement élevé : 32 %, pour une moyenne de 20 % tout au plus dans le secteur. » Outre cette rentabilité élevée et la curieuse absence de contrôle financier de la part du syndicat mixte constatés par la chambre, ce sont les conditions dans lesquelles la concession a été renouvelée qui intriguent la justice.

1. *La Croix*, le 30 janvier 1992.

Celle-ci avait trouvé étrange de voir une même ombre se profiler deux fois derrière l'opération : celle du tandem formé par messieurs Jean Bonnefont et Bernard Forterre. Le premier, alors âgé de 80 ans, est tout simplement le dirigeant sortant de la chaufferie, gérée par la société Climadef (filiale de Charbonnages de France, Gaz de France et la Compagnie générale des eaux). Il n'a aucune envie de prendre sa retraite et connaît tous les secrets. Il sait notamment qu'une cagnotte de 100 millions de francs (15 millions d'euros) repose, bien au chaud, dans les comptes de la centrale, une provision destinée, en théorie, à la remise en état des installations en fin de concession, consécutive à une explosion qui s'est produite en 1994.

Le second, Bernard Forterre, âgé de 63 ans, ex-numéro trois de la Compagnie générale des eaux, dont il a dirigé pendant des années la filiale Compagnie générale de chauffe (rebaptisée Dalkia en 1998, en même temps que la Compagnie générale des eaux devenait Vivendi¹), a une revanche à prendre sur son ancienne firme, dont il a été débarqué sans ménagement en 1996 par Jean-Marie Messier, et qui est également candidate à la reprise de la chaufferie. Lui aussi est comme un poisson dans l'eau au sein de l'usine de chaud et de froid, dont son ancienne maison est actionnaire. « Certains n'ont pas apprécié de me voir renouer les gants pour rentrer à nouveau dans le ring² », dit aujourd'hui cet homme aux cheveux blancs, en costume bleu marine rayé, dont les rêves de revanche semblent sérieusement compromis.

1. Depuis 1999, Vivendi Environnement regroupe Vivendi Water (Eau), Onyx (Propreté), Dalkia (Énergie) et Connex (Transport).

2. Entretien avec les auteurs, le 14 décembre 2007.

Depuis juillet 2007, les trois associés de la Seem (la maison mère d'Enertherm, la société qui gère actuellement la chaufferie), à savoir son président Jean Bonnefont et ses directeurs généraux Bernard Forterre et Antoine Benetti¹, sont mis en examen pour corruption active et passive, abus de biens sociaux et recel d'abus de biens sociaux.

Comment en est-on arrivé là ? Tout commence en mai 2000, lorsque le Sicudéf lance un appel à candidature pour le renouvellement de la concession. Bernard Forterre et Jean Bonnefont, désireux de mettre toutes les chances de leur côté, lancent deux offensives en parallèle. Ils ont appris que Charbonnages de France souhaitait vendre ses 50 % du capital de Climadef, l'exploitant de la centrale, et se portent aussitôt acquéreurs de la société Seem, qui porte ces parts. Mais en tant que simples dirigeants, ils n'ont pas les moyens de faire le chèque de 505 millions de francs (77 millions d'euros) demandé par Charbonnages et se mettent donc en quête d'investisseurs. Un homme d'affaires luxembourgeois, Thierry Brutman, qui va jouer un rôle clé dans la suite de l'affaire, les met en relation avec de possibles partenaires financiers. Le *deal* est finalement signé, en mars 2001, grâce à l'apport d'argent frais d'une obscure société Juben Holding, dirigée par un certain Laurent Gimel, un jeune homme très « jet-set », époux d'une héritière de la famille Floirat².

1. Antoine Benetti est un ancien patron de l'office HLM de Puteaux, qui fut membre du comité départemental du RPR des Hauts-de-Seine.

2. Le groupe Floirat, qui possède le célèbre palace et boîte de nuit *Byblos* de Saint-Tropez, est dirigé par Antoine Chevanne, arrière-petit-fils du fondateur Sylvain Floirat, ancien dirigeant de Matra et actionnaire de la radio Europe 1. Les liens sont aujourd'hui

Deuxième offensive : l'appel d'offre, auquel Bernard Forterre se porte candidat par l'intermédiaire d'une nouvelle société créée pour l'occasion, Enertherm, qui emporte définitivement la mise en novembre 2001. Mais la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) trouve l'opération bien curieuse et transmet le dossier au parquet de Nanterre, qui ouvre une enquête. Les inspecteurs de la DGCCRF ont recueilli de précieux renseignements auprès de Thierry Brutman, à qui les repreneurs refusent de payer la commission promise pour son rôle de conseiller de Jean Bonnefont. Le jeune homme leur explique que Bonnefont et Forterre se vantaient d'être sûrs d'emporter le marché de la chaufferie grâce à leurs liens avec Ceccaldi-Raynaud : « Leur association permettait d'avoir la quasi-certitude de l'obtention de la concession. En effet, ces deux opérateurs se sont toujours prévalus de relations privilégiées avec le concédant¹ », dit-il. « Nous lui avons intenté un procès pour dénonciation calomnieuse² », rétorque Bernard Forterre.

Dans son rapport d'avril 2006 sur le Sicudéf, la chambre régionale des comptes pointe elle aussi « les liens entre l'ancien et le nouveau concessionnaire » et relève de nombreux manquements dans la procédure d'appel d'offre. Elle trouve notamment « imprudent » que le concessionnaire ait fait figurer noir sur blanc sur

rompus entre cette branche de la famille, propriétaire du *Byblos*, et la branche liée à Laurent Gimel.

1. Procès-verbal d'audition de Thierry Brutman à la DGCCRF, le 22 juin 2001.

2. Entretien avec les auteurs, le 14 décembre 2007.

ce document, fourni aux candidats, la fameuse provision de renouvellement de fin de concession de 100 millions de francs.

Toujours est-il qu'en novembre 2002 Forterre et Bonfont semblent avoir triomphé sur toute la ligne : la Seem, qu'ils ont acquise grâce à l'argent de Laurent Gimel, prend le contrôle d'Enertherm, vainqueur de l'appel d'offre. La boucle est bouclée et les deux hommes s'installent aux commandes. Ils y sont toujours. Mais pendant toutes ces années, la justice a continué ses investigations. L'enquête a connu un brusque rebondissement en 2005, lorsque le maillon faible du dispositif a cédé : Laurent Gimel, après avoir dilapidé l'argent de sa belle-famille, a mené à la faillite la société Juben Holding, conduisant la famille Floirat à porter plainte. Ses déclarations aux enquêteurs ont apporté suffisamment de grain à moudre pour aboutir à la mise en examen, à l'été 2007, des dirigeants de la chaufferie et de Charles Ceccaldi-Raynaud, qui se vantait encore, lors de notre entretien, en juin 2007 : « En quarante ans de vie publique, je n'ai jamais été mis en examen¹. » Un mois plus tard, il était démenti.

Dans sa splendide mairie Art déco, sa fille Joëlle croise les doigts. Pourvu que les démêlés de papa avec la justice n'aillent pas compromettre son élection à elle, lors des municipales de 2008 ! Nicolas Sarkozy, de son côté, doit commencer à trouver ses voisins de Puteaux décidément très, très encombrants...

1. Entretien avec les auteurs, le 7 juin 2007.

CHAPITRE 8

Ces messieurs de l'Office

Petite devinette. Lorsqu'en janvier 2005, lors de la cérémonie des vœux au conseil général, son président Nicolas Sarkozy déclare solennellement : « Ce sera l'un des grands défis de la politique de la ville dans les Hauts-de-Seine pour les prochaines années », de quoi parle-t-il ? Veut-il construire des HLM dans sa bonne ville de Neuilly, pointée du doigt comme la plus mauvaise élève du département en la matière ? A-t-il l'intention d'imposer aux maires du 92 le respect du seuil de 20 % de logements sociaux prévu par la loi SRU¹ ? Vous n'y êtes pas...

1. La situation du logement social dans le département est pour le moins contrastée. Certaines municipalités communistes en comptent plus de 50 % (Nanterre, Bagneux), d'autres quasiment aucun ! Aux deux extrêmes, la commune communiste de Gennevilliers (63 %) et